

De: Laurent Lévy <levylaurent56@hotmail.com>

Ci après quelques commentaires sur un article de Michel Husson paru dans 'Les Cahiers de Critique Communiste' Amitiés, Laurent Lévy 06 25 17 36 65

A propos d'un article de Michel Husson

La lecture, fort enrichissante, des « Cahiers de Critique Communiste » consacrés au « marxisme face au capitalisme contemporain » m'a fait réagir, comme il est normal. Mais si, travaillant depuis longtemps sur cette question, j'ai été particulièrement gourmand du titre du premier article de Michel Husson (« Pourquoi une théorie de la valeur ? »), j'ai été particulièrement désappointé par son contenu, très en deçà de mes attentes. Si son second article (« Accumulation et crises ») n'appellerait que des remarques latérales (généralement corollaires de celles appelées par le premier), il me semble nécessaire de discuter la conception théorique par trop simpliste à mon sens, même pour un bref article – et après tout, c'est l'objet même de cet article –, que Michel Husson présente de la question de la valeur. D'emblée, je tiens à insister que c'est bien de l'article qu'il s'agit, et non de son auteur auquel le principal reproche serait sans doute d'avoir écrit trop vite.

Je précise au demeurant que je partage sans réserve les conclusions de chacun des articles :

« La lutte pour le temps libre comme moyen privilégié de redistribuer les gains de productivité est alors la voie royale pour faire que le travail [l'auteur a bien sûr voulu dire 'la force de travail'] ne soit plus une marchandise et que l'arithmétique des besoins sociaux se substitue à celle du profit », et :

« La résistance à la marchandisation capitaliste conduit peu à peu à la construction d'une nouvelle légitimité, fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de gratuité, qui remettent en cause le cœur de la logique capitaliste. Parce qu'il refuse de répondre positivement à des demandes élémentaires et revient sur des droits acquis, le radicalisme du capital engendre ainsi une nouvelle radicalité des projets de transformation sociale. »

Je procéderai par la critique de passages extraits du travail de Michel Husson, en ayant conscience de ce que ces passages sont extraits d'un contexte dans lequel je trouve aussi des développements utiles ou stimulants – en particulier dans le second article ou, dans le premier, lorsqu'il critique les théories du 'capitalisme cognitif' (même si ces critiques, en s'arc-boutant sur la 'théorie (substantialiste) de la valeur' perdent à mon sens une part de leur mordant). Il s'agit plus pour moi – à partir d'un travail en cours – d'ouvrir à une discussion que les passages en cause me semblent fermer dans le mauvais sens, et au prix d'un affaiblissement de la conclusion générale que je viens de citer. Critique, donc, avant tout 'fraternelle' et fondée sur la certitude qu'un terrain théorique commun existe et peut-être explicité.

Mes remarques se limitent au premier article.

« La théorie de la valeur travail est au cœur de l'analyse marxiste du capitalisme » (p.11)

Non. C'est la théorie de la marchandise ; Michel Husson le sait bien, qui donne à ce mot la

noblesse de titre de son site Internet. En un sens, c'est aussi la théorie de l'exploitation. Mais la théorie de la valeur-travail n'est ni une conséquence nécessaire de la première, ni un présupposé nécessaire de la seconde.

« C'est le travail humain qui est la seule source de création de valeur » (p.11)

Non. La formule résume certes l'adhésion à la théorie de la valeur-travail, qui est bien celle dont Marx se prévaut, et qu'une lecture littéraliste, 'marxiste' au sens dogmatique du mot, doit bien admettre. Mais elle ne m'en semble pas moins très contestable, et même source d'inutiles difficultés d'analyse, en tant qu'élément d'une théorie substantialiste de la valeur.

« Par valeur, il faut entendre ici la valeur monétaire des marchandises produites sous le capitalisme » (p.11)

Non. Même en admettant la théorie substantialiste de la valeur-travail, la 'valeur monétaire' des marchandises ne pourrait être que la mesure de leur valeur, non leur valeur elle-même.

« C'est autour de cette question fondamentale [celle de la survaleur] que Marx ouvre son analyse du capitalisme dans Le Capital » (p.12)

Non. C'est autour de la question de la marchandise. Je note au passage plusieurs à-peu-près dans le texte de cette page en ce qui concerne la différence entre travail et force de travail ; il y en aura d'autres dans la suite.

« (...) D'où la contradiction suivante : D'un côté, la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production ; mais d'un autre côté, elle ne comprend pas que du salaire » (p.13)

Non. J'entends bien qu'il s'agit, en quelques mots, de décrire la contradiction à laquelle aboutit la théorie classique pré-marxiste. Mais dans sa présentation même, il y a une double confusion, que l'on retrouve plus tard dans le texte quand il n'est plus question des doctrines 'classiques' : si la quantité de travail est la substance même de la valeur, on ne peut se contenter de dire que cette valeur en 'dépend' ; par ailleurs, quantité de travail et coût en salaire ne représentent pas la même chose.

« Faisons comme Marx dans les premières lignes du Capital, et observons la société comme une 'immense accumulation de marchandises' toutes produites par le travail humain » (p.14)

Non ! Cette lecture 'rapide' des premières lignes en question les déforme et trahit ce qui en fait l'essentiel : l'ouverture vers la théorie du fétichisme de la marchandise. La formule de Marx est « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce commune 'une immense accumulation de marchandises' ». D'une part donc, même si la remarque est accessoire, ce n'est pas de 'la société' qu'il s'agit, mais de sa 'richesse', le mot étant à entendre dans le sens de Smith dans 'La richesse des nations', comme ensemble de richesses matérielles, biens et produits divers. D'autre part et surtout, Marx, loin 'd'observer' ces richesses comme une collection de marchandises remarque que c'est ainsi que cette richesse se présente, 's'annonce', ou pour reprendre la formule qui ouvre la Contribution de 1859, 'apparaît'. Tous

ses efforts théoriques, dans les pages qui suivent, tendent précisément à déconstruire cette ‘apparence’ matérielle, pour en dégager la réalité sociale. Les éditions de La Découverte seraient bien inspirées de rééditer le beau livre de Isaak Roubine (« Essais sur la théorie de la valeur »), jadis publié par Maspero dans la collection ‘Critiques de l’Economie Politique’, et qui consacre le temps qu’il faut à donner à la théorie du fétichisme de la marchandise toute la place qui lui revient dans une bonne intelligence de la conceptualisation marxienne.

« Le capitaliste s’approprie la totalité de [la] valeur produite mais n’en paie qu’une partie » [au prolétaire]. (pp. 13-14)

Non. Même si cette présentation peut avoir un certain avantage ‘idéologique’, elle remplace la théorie par l’agit-prop, et masque ce que Michel Husson met par ailleurs en évidence, à savoir que ce que le capitaliste s’approprie c’est la totalité de la production, et qu’il paye la totalité de ses composantes (éléments du capital constant fixe, capital constant circulant, et force de travail). L’idée que l’exploitation devrait se comprendre comme une violation d’une règle implicite de je ne sais quel ‘droit naturel’ aux termes de laquelle chacun aurait droit à s’approprier ce qu’il produit est profondément erronée. L’exploitation se comprend comme conséquence de l’appropriation privative des moyens de production et de la marchandisation corrélative de la force de travail. Elle résulte du rapport capital/travail, et non d’une escroquerie à la petite semaine. En payant les salaires, le capitaliste ne paye pas ‘une partie’ de la valeur produite, mais la totalité de la valeur de la force de travail.

« La force du capitalisme est de proposer une vision de la société qui en fait une longue série d’échanges égaux » (p.14)

Non. Ce n’est pas là d’une ‘vision’ qu’il s’agit, mais, cette fois, d’une réalité : comme Michel Husson l’avait remarqué lui-même plus avant, on doit précisément admettre, pour comprendre une société marchande, que puisse y régner des échanges égaux ; et ‘même’ la force de travail est achetée et vendue ‘à sa valeur’. C’est précisément à montrer comment le profit est compatible avec « une longue série d’échanges égaux » qu’est consacrée la théorie de l’exploitation.

« On ne peut s’enrichir en bourse que sur la base d’une ponction opérée sur la plus-value » (p.17)

Non. Au contraire, beaucoup de gains en bourse ne résultent pas de la distribution des profits dont bénéficient les actionnaires, mais de la variation des cours sur lesquels spéculent les boursicoteurs. Certes, c’est souvent à partir d’estimations sur la rentabilité des actions (au sens de leur pouvoir de ponction sur la survaleur) que ces spéculations ont lieu. Mais pas toujours, d’une part, et pas toujours à juste titre, d’autre part. A cet égard, l’exemple de la célèbre bulle de savon financière de la soi-disant ‘net-économie’ est révélatrice, puisque se sont envolés les cours d’actions de sociétés qui ne réalisaient que des pertes (ce qui ne les empêchait peut-être pas d’extorquer de la survaleur à leurs salariés, mais les empêchait à l’évidence d’en distribuer quelque partie que ce soit à leurs actionnaires). A l’explosion de la ‘bulle’ certains investisseurs s’étaient appauvris, et d’autres, moins nombreux, plus sensés, plus chanceux ou plus habiles, s’étaient enrichis en vendant à temps, à d’autres agioteurs, les actions qu’ils avaient engrangées. Dans tout ce processus, l’enrichissement des uns est le corollaire de l’appauvrissement des autres,

et non d'une ponction sur la survaleur. C'est une opération interne à la classe capitaliste – si on accepte d'y inclure pour les besoins de la cause les 'petits épargnants', capitalistes au petit pied qui perdent là le fruit de leur épargne salariée ou de leurs petites rentes. On peut certes dire qu'au bout du bout, en dernière analyse, etc., tout 'patrimoine lucratif' (pour emprunter une formule bien frappée de Bernard Friot) cristallise de l'exploitation passée. Mais il ne constitue pas en lui-même une fraction de l'exploitation présente, une 'ponction sur la survaleur'. On peut ainsi s'enrichir en bourse, et même y construire des fortunes, sans opérer de ponction sur la survaleur courante, mais en tondant la laine sur le dos d'autres capitalistes, à travers une réorganisation interne du patrimoine de la classe possédante.

« Le retournement boursier doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur » (p.18)

Non. En conséquence de ce qui précède. Le retournement boursier peut bien souvent s'interpréter comme la 'fin de partie' d'une recomposition du capital. Dans d'autres cas, il peut certes être une manifestation de sa dévalorisation – dont on complique inutilement l'analyse si on la ramène à la fameuse 'loi de la valeur', laquelle joue ici plus le rôle d'un gris-gris idéologique que d'un concept opératoire ou d'un instrument pour comprendre. C'est souvent par la ruine de certains secteurs du capital que d'autres se refont une santé. Par ponction sur de la survaleur accumulée (voire par sa mise au rebut – dévalorisation), et non par ponction sur la survaleur produite dans la période. Le retournement boursier concerne plus les capitalistes que les prolétaires – en tous cas par ses formes, ses causes et ses conséquences directes.

[équivalence implicite entre coûts salariaux directs et indirects et quantité de travail cristallisée dans les marchandises] (pp.18-19)

Non. La quantité de travail cristallisée n'est pas corrélée aux salaires payés, puisque le taux de salaire n'est pas uniforme – tout particulièrement dans une économie mondialisée. La quantité de travail nécessaire à la confection d'un costume est la même dans un atelier clandestin ou dans un atelier où l'on respecte le Code du travail et dont les salariés sont payés 'normalement'. La quantité de travail nécessaire au montage d'une voiture est la même, qu'elle soit montée en Chine ou en France. Mais les coûts salariaux ne sont pas les mêmes...

« Parce qu'elle oublie ces contradictions entre nouvelles technologies et loi de la valeur, la théorie du 'capitalisme cognitif' repose donc sur un contresens fondamental » (p.26)

Non. La critique de cette théorie, telle qu'elle est faite par Michel Husson dans les pages qui précèdent et dans quelques autres textes ne met pas en œuvre la 'théorie' suivant laquelle la valeur des marchandises se ramènerait à la quantité de travail qu'elles incorporent ; là encore, la référence à cette 'théorie' est purement formelle : peut-être rassurante par son ronronnement, mais inutile à la démonstration – effectuée plus 'en matière' que 'en valeur-travail'.

« C'est bien sa faiblesse majeure [au capitalisme] que d'avoir de plus en plus de mal à donner une forme marchande à des valeurs d'usage nouvelles, immatérielles, et potentiellement gratuites » (p.26)

Non. Les progrès de la marchandisation – témoins du pouvoir de contamination de la marchandise – ne sont pas discutables ; mais doivent-ils s’interpréter comme une aptitude ‘du capitalisme’ à ‘donner une forme marchande à des valeurs d’usage’ ? Si la marchandise est bien la ‘forme’ que prennent les produits du travail dans une économie marchande – et singulièrement dans une économie capitaliste – cette ‘forme’ n’est le plus souvent pas ‘donnée’ à des ‘valeurs d’usage’ préexistantes. Elle est la forme dans laquelle elles sont produites. Evoquer la forme-*marchandise* des richesses n’est rien d’autre qu’explicitier un effet de la *séparation* des producteurs les uns d’avec les autres, séparation qui impose le passage par la mise sur le *marché* des produits pour leur validation sociale, à travers leur transformation en valeurs d’usages. La formule peut sembler paradoxale, mais la production capitaliste n’est pas production de valeurs d’usages : elle est production de marchandises destinées à être vendues ; et le fait qu’elles aient une valeur d’usage (pour la clientèle, non pour le producteur) n’est qu’une contrainte pour les capitalistes, contrainte qu’ils s’efforcent souvent de contourner en suscitant artificiellement des ‘besoins’ pour les biens qu’ils produisent. Les produits de l’économie capitaliste – en ce incluses les ‘valeurs d’usage nouvelles’ – sont ainsi d’emblée produits sous la forme de marchandises. La contradiction induite par les productions ‘immatérielles’ est leur aptitude à circuler hors échange marchand, si bien que le capital ne poursuit leur production qu’en cherchant à rogner cette aptitude, à travers les brevets et autres formes de la ‘propriété intellectuelle’, comme y insiste justement l’un des auteurs cités par Michel Husson. Quant au fait d’être potentiellement gratuites, ce n’est pas une caractéristique des productions s immatérielles (on pourrait distribuer gratuitement les fruits et légumes, sans parler des transports urbains) : ce qui caractérise certaines d’entre elles, c’est – comme Michel Husson le remarque par ailleurs – que leur usage ne les détruit pas, si bien que leur appropriation n’est pas par nature privative. Cette contradiction s’exprime parfaitement sans référence à la théorie de la valeur-travail.

« Le capitalisme d’aujourd’hui se distingue par un projet systématique, voire dogmatique, de transformer en marchandises ce qui ne l’est pas ou ne devrait pas l’être » (p.27)

Non. Indépendamment de la question rhétorique de la ‘personnalisation’ du capitalisme – mais ce qui est dit du capitalisme pourrait l’être plus justement et sans changer le fond du Medef en France, ou plus généralement des pouvoirs aux mains du capital – il me semble erroné de juger de ce qui ‘devrait’ ou ‘ne devrait pas’ être marchandise. Rien ne ‘devrait’ être marchandise. Et toute production capitaliste est production de marchandises. Ce qui est visé est l’extension continue du domaine de la production capitaliste, mais cette extension n’est pas une nouveauté.

« Un tel projet [affirme] la volonté du capitalisme de retourner à son état de nature en effaçant tout ce qui avait pu le civiliser » (p.27)

Non. Il n’y a bien sûr pas ‘d’état de nature’ du capitalisme et Michel Husson n’a certainement rien voulu affirmer de tel, mais on ne peut en outre rien désigner sous cette expression, comme un ‘état originaire’, ‘sauvage’, du capitalisme. De même, on ne peut dire que les acquis sociaux (c’est de cela qu’il s’agit) auraient ‘civilisé’ le capitalisme, comme s’il était ‘civilisable’. Ces acquis sociaux ont toujours eu d’emblée un double caractère, de solution mise en œuvre par le capital pour régler certains problèmes sociaux, et de contradiction imposée par la lutte des classes à l’intérieur même du système. La ‘destruction’ des acquis sociaux n’est donc pas, pour le capital, un simple ‘retour en arrière’, mais au contraire une ‘fuite en avant’ – même si cette fuite en avant

est vécue comme régression par les (ex-) bénéficiaires de ces 'acquis'. La marchandisation de toute chose peut-être conçue comme une régression sociale : ce n'en est pas moins une progression du capitalisme. L'état sauvage du capitalisme n'est pas dans son passé ; il est dans son avenir – si on le lui laisse. Il ne peut être 'civilisé' qu'en étant dépassé.

« Le principe intangible est de vendre les médicaments au prix qui rentabilise [le] capital. (...) C'est bien la loi de la valeur qui s'applique ici » (p.27)

Non. La 'loi de la valeur' aboutirait au contraire, si sa définition a un sens (ce dont, on l'a compris, je doute) à vendre les médicaments en fonction de la quantité de travail nécessaire à leur production. Mais justement, une fois mis au point, sauf le jeu des brevets – qui met un obstacle artificiel à leur production – cette quantité de travail nécessaire permettrait des prix de vente bien moins élevés, comme le montrent la production de 'génériques' ou les cas de concurrence parasitaire. C'est la marchandisation du travail de recherche, conséquence nécessaire de son caractère capitaliste, et matérialisée dans les droits de 'propriété intellectuelle' incorporés dans les prix des médicaments, qui permet la rentabilisation du capital investi (entre autres) dans la recherche et la mise au point des produits. Si la 'loi de la valeur' s'appliquait aux médicaments eux-mêmes, les génériques inonderaient le marché, et ce serait un obstacle à la rentabilisation du capital. Le propriétaire du brevet perçoit en fait une rente de monopole qui ressemble à s'y méprendre à la 'rente absolue' identifiée par Marx dans le domaine agricole ; elle est ici la conséquence de la propriété intellectuelle comme elle est là la conséquence de la propriété foncière. La différence est que le plus souvent, le propriétaire du brevet et la firme capitaliste ne font qu'un.

« Il s'agit de créer de pseudo-marchandises et de pseudo-marchés, dont l'exemple le plus caricatural est le projet de marché des droits à polluer » (p.28)

Non. La marchandisation de l'air et de l'espace est dans la logique pure de la marchandise et du capital. Parler de 'pseudo-marchés' revient à dire que le système excèderait sa propre logique, quand il se borne à la poursuivre, avec toute la capacité d'imagination possible. En luttant contre les 'droits à polluer', on ne lutte pas contre une aberration du système, mais contre le caractère aberrant du système lui-même.

« Au niveau mondial, le processus de constitution d'un marché mondial est mené de manière systématique et vise au fond l'établissement d'une loi de la valeur internationale » (pp.28-29)

Non. Outre que la mondialisation marchande-capitaliste du monde n'est pas l'effet d'un quelconque complot, mais des développements mêmes du système capitaliste, en l'état des forces productives d'aujourd'hui, il n'y a aucun sens à envisager la 'visée' de 'l'établissement d'une loi de la valeur'. Car si l'on devait admettre l'existence d'une telle 'loi', elle ne serait à l'évidence pas une loi 'établie' par l'effet d'une entreprise systématique et plus ou moins expresse, mais le mode de fonctionnement 'fatal' dans lequel l'économie marchande serait enfermée sans pouvoir en sortir. Il n'est pas nécessaire au capitalisme que les marchandises soient valorisées par la quantité de travail qu'elles incorporent ; dans le meilleur des cas, ce serait une contrainte s'imposant à lui. C'est d'ailleurs ce que semble admettre Michel Husson dans le second article, lorsqu'il y affirme que le recours aux nouvelles technologies ne peut pas être pour le capitalisme « un moyen magique d'échapper aux contraintes de la loi de la valeur » (p.41).

« *C'est enfin la force de travail elle-même que le patronat voudrait ramener à un statut de pure marchandise* » (p.29)

Non. Il n'y a de capitalisme que pour autant que la force de travail est une marchandise. Ce n'est pas une nouveauté. Quant à son caractère plus ou moins 'pur', c'est une autre histoire. La force de travail n'a jamais été 'purement' marchande, et ne peut ni le devenir, ni le redevenir. Une part de la reproduction et de l'entretien de la force de travail a toujours – et cela devra toujours nécessairement être – échappé aux relations marchandes. Que la 'modernisation sociale' tende à modifier, d'une manière défavorable aux travailleurs, les modes de gestion de la force de travail globale n'y change rien. La formule critiquée n'aurait de sens qu'à considérer les politiques sociales du passé uniquement à travers la contradiction qu'elles portaient au capitalisme, et à négliger leur caractère intégrateur. Ce qui domine dans le caractère de telles institutions est déterminé par les luttes de classes et l'état mouvant des rapports de forces. Nulle part au monde, les systèmes de protection sociale n'ont été (*vusa posteriori*) des éléments de dépassement du capitalisme – même si, dans d'autres contextes politiques et sociaux, ils auraient pu l'être. Le cas français des institutions issues des luttes de la Libération en sont l'exemple. Encore une fois, la régression sociale ne signifie pas que le capitalisme ne va pas de l'avant : aucune avancée de la marchandise ne peut s'analyser en retour en arrière.

« (...) *n'avoir à payer le salarié qu'au moment où il travaille pour le patron, ce qui signifie réduire au minimum et reporter sur les finances publiques les éléments de salaire socialisé* » (p.29)

Non. La notion de 'salaire socialisé', certes commune, me semble poser plus de problèmes qu'elle n'en résout, et laisser dans l'ombre toute la question des 'finances publiques', qui apparaissent là comme une donnée 'objective', 'neutre', voire 'positive'. Cela me semble mettre de côté le caractère capitaliste – et à tout le moins le caractère contradictoire – de l'état bourgeois. La question de la protection sociale se pose dans des termes historiquement et politiquement différents d'un pays à l'autre, suivant la manière concrète dont les systèmes se sont construits. Mais en termes théoriques généraux – ce qui est le niveau d'analyse requis lorsque l'on s'interroge sur la 'loi de la valeur' – elle se pose dans les mêmes termes : le besoin pour le capital d'une gestion sociale de la force de travail. Ce besoin passe par le maintien d'un aspect non-marchand à la force de travail, dès lors qu'il suppose l'existence de moyens d'existence (*et a fortiori* de revenus monétaires) qui ne soient pas la contrepartie de la vente par les salariés de leur force de travail. Le mode de 'financement' de ces moyens d'existence est relativement indifférent, si on l'envisage non pas pris isolément, mais en même temps que la question de l'état bourgeois. Le 'tour de force' des raisonnements en termes de 'retraites par capitalisation' consiste à transformer les retraités en capitalistes ; il a amplement été montré que cette transformation n'est pas généralisable.

Au total, l'article ne donne aucune réponse à la question éponyme : « *Pourquoi une théorie de la valeur ?* ». Cette question est toujours en chantier – à moins qu'elle ne soit mal posée. La 'bonne' question ne serait-elle pas : « *Pourquoi s'attacher à une 'théorie de la valeur' ?* »